

Multilinguisme et valeur ajoutée¹

François Grin²

1. Introduction

On affirme souvent que le multilinguisme ou le plurilinguisme (deux termes entre lesquels il n'est pas nécessaire, pour les besoins de cet article, de faire une distinction) contribuent à la productivité et aux profits des entreprises. Et par conséquent, on peut s'attendre à ce que sur le plan macroéconomique, le plurilinguisme contribue à la prospérité générale. De fait, c'est presque devenu un lieu commun que de dire que dans une économie mondialisée les entreprises doivent, pour vendre, parler la langue de leurs clients, et les médias se font souvent l'écho des mésaventures de telle ou telle entreprise britannique, en difficulté sur les marchés internationaux faute de savoir manier une autre langue que l'anglais.

Fort bien. Mais derrière une idée générale qui semble raisonnable, et au-delà des anecdotes sur quelques cas particuliers, quels sont les faits significatifs, quelles sont les causalités scientifiquement établies ? Quand on creuse cette question, on s'aperçoit que nos connaissances sont étonnamment floues, et que l'on manque d'analyses précises.

En effet, même si l'on admet comme plausible l'idée que la maîtrise des langues étrangères par les membres du personnel est un atout économique pour les entreprises, on est bien en peine de répondre à quelques questions d'une évidente portée pratique, telles que :

- quelles sont les langues étrangères qui favorisent la productivité et les profits ?
- quel est le degré de compétence qu'il faut avoir dans ces langues pour qu'apparaissent des effets économiques positifs ?
- qui, dans l'entreprise, a tout particulièrement besoin des langues étrangères ?
- quelles sont les tâches dans lesquelles elles sont particulièrement utiles — en termes de leur contribution à la productivité et aux profits ?
- à combien se monte la contribution du plurilinguisme à la performance d'ensemble d'une économie ?

¹ À paraître dans M. Strubell and I. Marí (eds.), *Actes de l'atelier "Mercat local I mercat global"*, CUIMBP, Barcelone, 13-14 octobre 2008.

² École de traduction et d'interprétation (ETI), Université de Genève. L'auteur remercie Michele Gazzola pour ses très utiles commentaires sur une version précédente de ce texte.

Ceci n'épuise pas, tant s'en faut, la liste de toutes les questions qu'on pourrait se poser, mais elle permet d'établir un constat : il faut se pencher sur « quoi » et le « pourquoi » du multilinguisme au travail, par opposition à la question « comment ». En effet, la recherche (notamment en linguistique) déborde de travaux, relevant en général de la sociolinguistique critique, de la pragmatique ou de l'analyse conversationnelle, qui analysent avec un grand luxe de détail les pratiques linguistiques des employés dans le cadre de leur activité professionnelle, et donc, en fin de compte, le *comment* de ces pratiques, mais sans jamais aborder la question des effets de ces pratiques sur les coûts, la productivité, les profits, ou quelque autre variable à signification économique.

Dans les pages qui suivent, je tenterai donc de développer une approche économique de la question, en la démarquant nettement des perspectives dominantes sur « les langues au travail », dont je présente un survol dans la section 2. Dans la section 3, je présente un cadre analytique visant à situer, en rapport avec la théorie économique de la production, les différentes façons dont les langues étrangères peuvent affecter le processus de production. La section 4 présente un ensemble de chiffres, issus de recherches récemment effectuées en Suisse, qui permettent de donner une image quantitative de certaines de ces relations. En conclusion, la cinquième section précise en quoi l'approche développée ici se distingue d'autres contributions récentes.

2. Les perspectives dominantes en sciences sociales et humaines

Quand il est question de plurilinguisme dans l'activité économique, la majorité des publications provient de disciplines autres que l'économique, pourtant concernée au premier chef ; c'est donc en raison de leur poids relatif dans la littérature scientifique que je parle ici de perspectives « dominantes ».

On trouve tout d'abord une perspective pédagogique : les chercheurs qui s'intéressent à l'enseignement des langues se sont naturellement penchés sur les raisons qu'on peut avoir de les apprendre (et donc de les enseigner), et ont fort logiquement signalé que la maîtrise des langues étrangères pouvait constituer, lors d'un entretien d'embauche, un atout déterminant.³ Cependant, une fois ce constat posé (en général, sans base analytique ou empirique très élaborée), le propos se déplace vers leur terrain d'expertise, à savoir le choix des *méthodes* d'enseignement et d'apprentissage des langues étrangères. On pourrait dire qu'ils s'intéressent à ce que l'on nomme, en économie de l'éducation, l'efficacité *interne* par opposition à l'efficacité *externe* : l'analyse d'efficacité interne, qui se penche sur ce qui se passe *à l'intérieur* d'un contexte de formation, porte sur le lien entre les *inputs*, qui sont, ici, des ressources engagées dans l'apprentissage (temps d'apprentissage, qualification des enseignants, matériel pédagogique, etc.) et les *outputs*, c'est-à-dire les résultats

³ Ce type de discours est naturellement très en vogue auprès des écoles de langue, dont les publicités prometteuses fleurissent dans les quotidiens, les hebdomadaires, et les affichettes visibles dans les transports publics des villes européennes.

de cet engagement de ressources, donc, en fin de compte, les niveaux de compétence atteints par les apprenants.

C'est fort intéressant, mais cela ne nous dit pas si ces compétences sont profitables pour l'apprenant, si elles lui permettent de trouver plus facilement un emploi, ou si elles sont rentables pour l'entreprise qui l'engage, etc. Cette série de questions relève en effet de ce que l'on nomme l'efficacité *externe*, qui se penche sur ce qui se passe en dehors d'un système de formation. En analyse d'efficacité externe, ce sont les compétences que l'on considère comme des *inputs*, tandis que l'*output*, justement, sera tel ou tel avantage atteint grâce à ces inputs : pour les individus, accès plus facile à l'emploi, ou à des emplois plus intéressants ou mieux rémunérés ; pour la société, un niveau de prospérité, de cohésion sociale ou de civisme plus marqué ; pour les entreprises bénéficiant d'une main-d'œuvre mieux formée, une productivité plus élevée. Or telles sont précisément les questions que les approches d'inspiration pédagogique n'abordent pas ; dès lors, elles n'apportent pas la preuve qu'il est avantageux de disposer de compétences en langues étrangères : elles se bornent à l'affirmer.

Notons en passant que ce discours centré sur la problématique de l'efficacité interne est assez en vogue dans les publications émanant de la Commission européenne : en effet, on y pose en préambule l'importance primordiale, pour la compétitivité européenne, de la diversité des langues et des cultures. Cependant, pour éviter les sujets qui fâchent (et pour éviter, plus précisément, de devoir en tirer les conséquences, et donc s'opposer *réellement* à l'hégémonie d'une seule langue), ce discours se rabat bien vite sur le thème, nettement plus consensuel, des vertus pédagogiques de telle ou telle démarche — l'enseignement par immersion partielle de type CLIL/EMILE, par exemple. Mais le problème de fond reste pratiquement intouché : en quoi la stratégie de Lisbonne, qui vise à faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde, serait-elle favorisée par le plurilinguisme ? À cette question, on n'entend que des réponses des plus vagues et, comme on le verra par la suite, même la fréquemment citée enquête ELAN (« Effects on the European Economy of Shortages of Foreign Language Skills in Enterprise ») n'est que d'un secours limité.

Deuxièmement, une autre ligne de discours peut être rattachée à la sociologie du travail, qui s'intéresse à la « part langagière du travail », c'est-à-dire aux modalités de la communication dans le cadre de l'activité professionnelle. Cependant, ces recherches s'intéressent en général moins *aux langues* ou au plurilinguisme qu'à *la langue*, en tant que véhicule principal (socialement marqué et socialement « marquant ») de la communication. Par ailleurs, on cherche en vain, dans cette littérature, une mise en rapport des pratiques langagières observées avec des effets économiques du type de ceux qui importent à l'entreprise. C'est dans cette même catégorie qu'on pourra ranger les contributions d'une certaine sociolinguistique critique qui prend en compte, elle, le multilinguisme. Mais si l'on débouche alors sans doute sur une fort intéressante *ethnographie* des langues au travail, celle-ci ne nous dit rien sur les conséquences économiques de telles ou telles pratiques

linguistiques, même lorsqu'on y fait référence à un contexte économique. Prenons par exemple un texte récent en sociolinguistique critique.⁴ On y trouve (p. 195) les considérations suivantes, que nous reproduisons ici dans leur version originale (la traduction en ferait certainement perdre le sel): *"We argue that we are witnessing an attempt, made by linguistic minority elites in the face of the commodification and depersonification of language, to maintain the symbolic markets which have organized linguistic identities (understood as linking cultural and linguistic practices as bearers of identity) as sites of power, as a means of producing these identities as a form of capital. But as social actors mobilize to reproduce the structures through which they have gained social mobility in the modern economy, they are confronted with and reconstituted by the conditions of the new economy, the same ones that structure the commodification of language as a skill."* Sans vouloir mettre en doute la pertinence sociologique de ce type d'énoncés, force est de constater qu'ils ne fournissent guère d'apport à l'analyse de l'économie des langues au travail.

Troisièmement, on peut se tourner vers la littérature relevant des sciences du management. Or si celles-ci s'intéressent de près à la diversité *culturelle*, elles disent relativement peu de chose sur la diversité *linguistique* ; bien souvent, elles semblent faire l'hypothèse que dans une firme multinationale, tous le monde parlera l'anglais à titre de langue maternelle ou de (principale) langue étrangère, et que la gestion de la diversité doit se focaliser sur la prise en compte des schèmes culturels différents de collaborateurs allemands, français, espagnols, indiens ou chinois.⁵ Les quelques exceptions à cette tendance aboutissent cependant à un résultat intéressant : c'est que les politiques linguistiques internes des entreprises devraient être différenciées, et tenir compte du fait que les contextes communicationnels propres dans lesquels se retrouvent les employés peuvent varier considérablement ; par conséquent, le souci d'efficience doit conduire à moduler la politique linguistique interne en fonction de ces contingences.

Quatrièmement, un vaste éventail de travaux relève de ce que j'appellerai, en attendant une désignation mieux appropriée, la « pragmatique fonctionnelle ». Ils s'intéressent davantage aux actes langagiers eux-mêmes, et examinent de plus près l'emploi et la réalisation de stratégies telles que le code-mixing, le code-switching, ou le recours à la traduction et l'interprétation, etc., dans le contexte de l'activité professionnelle. L'intérêt de ces travaux (qu'il est, au demeurant, difficile de caractériser, tant sont variées leurs méthodes et leurs interrogations) est qu'ils étudient de près des processus de communication réels en contexte plurilingue, et dans le cadre d'une activité à finalité (en principe) économique. Ils aboutissent de façon quasi unanime à en montrer l'extrême complexité : même si des dispositions réglementaires (qu'elles émanent d'une autorité étatique ou de la hiérarchie d'une

⁴ Emanuel da Silva, Mireille McLaughlin et Mary Richards (2007): « Bilingualism and the Globalized New Economy : The Commodification of Language and Identity », in M. Heller (dir.), *Bilingualism: A Social Approach*, Houndmills: Palgrave, 183-206.

⁵ Cela donne fréquemment lieu à des recettes-clichés qui séduisent par leur simplicité : voir par exemple « How to speak to foreigners », sur le site britannique « Real business » (www.realbusiness.co.uk/news/international-business).

entreprise) prévoient, par exemple, l'usage d'une langue déterminée, les pratiques des acteurs s'appuient sur un répertoire plurilingue qui combine leurs compétences dans plusieurs langues, donnant lieu, entre autres, à une fréquente alternance codique (ou *code-switching*). Cependant, ces travaux ne mettent pas en jeu de variables économiques, et ils ne visent pas à déceler des liens de causalité entre telle ou telle pratique langagière d'une part, et telle ou telle conséquence économique d'autre part. Certes, tel n'est pas leur objectif ; mais alors, il faut aussi reconnaître qu'ils demeurent assez éloignés des questionnements économiques et donc d'une utilité restreinte à l'égard de ceux-ci. Leur potentiel réside toutefois dans les possibilités d'approfondissement et d'affinement des liens de causalité qui, par la suite, pourront permettre d'améliorer des représentations économiques.

Cinquièmement, il y a lieu de mentionner une orientation de recherche qui applique les techniques de l'analyse conversationnelle, débouchant donc une dissection extrêmement fine d'une interaction spécifique dans un cadre donné. L'analyse conversationnelle (AC), en outre, se réclame souvent, sur le plan épistémologique, de l'ethnométhodologie (EM), où l'on prétend ne *pas* faire intervenir de catégories préalables, mais au contraire les faire émerger de l'observation. Ces dernières années, cette approche a été souvent employée pour étudier l'interaction en contexte professionnel plurilingue, et pourrait donc, en principe, nous dire quelque chose sur le lien entre plurilinguisme et économie. Malheureusement, il n'est rien. Nous ne chercherons pas ici à porter un jugement sur l'AC ou sur l'EM en tant que telles, même si l'on peut éprouver — au même titre, du reste, que de nombreux linguistes — une certaine perplexité à l'égard de ce que l'AC nous dit véritablement. Par contre, en tant que source de concepts ou de résultats, elle n'a jusqu'à présent pas fait progresser notre compréhension des effets économiques du plurilinguisme — et c'est après tout normal, car tel n'est pas l'objectif des chercheurs qui l'utilisent.

3. L'approche économique du plurilinguisme au travail

Comme le montre le bref survol qui précède, l'essentiel de la littérature scientifique existante sur le plurilinguisme en contexte professionnel ne traite pas des questions dont nous sommes partis en introduction de ce texte : de fait, ses préoccupations sont ailleurs. Et pour les aborder, il est presque indispensable de faire du neuf, car même dans le domaine spécialisé de l'*économie des langues*, la question de la valeur du multilinguisme n'est traitée que partiellement.

En effet, il existe une littérature dorénavant importante sur les *taux de rendement* (individuel) *des compétences linguistiques*. Ces travaux montrent, résultats statistiques significatifs à l'appui, que les personnes disposant de compétences linguistiques plus élevées jouissent en général d'une prime salariale par rapport aux personnes qui n'en disposent pas, même à formation et expérience professionnelle similaires. Or s'ils touchent des salaires plus élevés et que cette différence est clairement associée aux langues (et non à d'autres déterminants usuels du revenu), c'est que les employeurs sont prêts à rémunérer ces compétences. Et si ces derniers sont prêts à le faire, c'est parce que, d'une façon ou d'une autre, elles contribuent à

augmenter la productivité, à réduire les coûts, ou à accroître les profits. *Ergo*, les compétences linguistiques sont rémunératrices.

Or même si cet argument est convaincant, il ne nous dit pas exactement *en quoi* et *pourquoi* les compétences linguistiques sont profitables ; avec l'estimation des taux de rendement, on constate les conséquences d'un processus, mais sans réellement éclairer le processus lui-même. Il faut donc *revisiter* la théorie de la production, qui constitue une description de ce processus dans des termes généraux, et *augmenter* cette théorie en y incluant des variables linguistiques qui en sont toujours omises. La théorie de la production est passablement mathématisée ; la démarche revient alors à incorporer, dans un système d'équations, une série de variables supplémentaires reflétant des variables linguistiques pertinentes.

Étonnamment, ceci n'avait pratiquement pas été fait jusqu'à un passé récent. On peut y voir deux raisons. Premièrement, l'économie des langues est une direction de recherche passablement marginale et négligée par les départements d'économie. Deuxièmement, on l'a dit, la simple existence des différentiels de rémunération constitue, pour les économistes, une preuve suffisante qui n'exige pas forcément d'investigation supplémentaire. Celle-ci ne s'impose que si l'on s'intéresse de plus près à la langue, et pas seulement à ses effets économiques. De fait, la recherche en économie des langues est en principe ancrée dans un 'ethos' profondément interdisciplinaire qui en fait une plate-forme permettant d'interroger des aspects très divers des relations entre langue et économie, tout en tenant compte du contexte politique et social dans lequel ces relations se déploient. Dans ce texte, on ne présentera pas la démarche algébrique (qui est cependant développée dans le rapport LEAP (« Langues étrangères dans l'activité professionnelle »)).⁶ Nous pouvons par contre en exposer ici le principe.

C'est la *théorie de la firme*, telle qu'on la trouve dans tout manuel de microéconomie, qui fournit le socle conceptuel nécessaire. Cette théorie est centrée sur la notion de relation causale entre des « inputs » et des « outputs », où les premiers sont des facteurs de production – en général rassemblés en deux grands groupes : capital et travail – tandis que les seconds sont les biens ou services produits (et vendus) par l'entreprise. Dans ce cadre général, on peut naturellement mettre l'accent sur des questions très différentes : par exemple, on pourra s'intéresser au niveau optimal de production (celui qui maximise le profit) à l'engagement optimal de différents facteurs de production (qui permet de minimiser les coûts), à l'effet des variations de toutes sortes de variables exogènes (le prix des différents facteurs de production ou le prix de l'output, notamment), ou encore aux effets des progrès dans la *technologie* qui relie les inputs à l'output.

Dans la théorie de la firme, la dimension linguistique est totalement absente. L'hypothèse implicite de la théorie économique fondamentale est que les processus

⁶ Ce rapport peut être téléchargé depuis : <http://www.unige.ch/eti/recherches/groupe/elf/recherche-activite/projets-en-cours/LEAP.html>.

économiques transcendent les dimensions linguistiques de l'activité économique, y compris dans la production, et que par conséquent, il n'y a à guère de question qui soit *économiquement* intéressante. Et pourtant, comme nous l'examinons plus en détail dans le rapport précité, on pourrait dire que la langue intervient de toutes sortes de façon, dont les principales sont les trois suivantes. Insistons sur le fait qu'il ne s'agit évidemment pas du seul découpage possible ; celui-ci offre toutefois l'avantage de pouvoir être directement mis en rapport, ne serait-ce que conceptuellement, avec la théorie microéconomique et avec l'énorme corpus de la recherche théorique et empirique dans ce domaine.

- 1) *Que produire ?* La nature des outputs que l'on produira, et la quantité dans laquelle on produira différents outputs, dépendra naturellement du profil linguistique du ou des marchés-cibles. Cela ne concerne bien sûr pas tous les *biens* : des roulements à bille seront les mêmes, quels que soient les attributs linguistiques des acteurs. Par contre, de nombreux biens sont marqués linguistiquement (l'exemple le plus évident étant les livres), et bien sûr, la quasi-totalité des *services* l'est : qu'il s'agisse d'assurance, de santé, de formation ou d'expertise, ce que le vendeur livre à son client passe par la langue, et il faudra s'adapter à la langue du client (ou contraindre ce dernier à accepter une autre langue dans laquelle les services sont fournis). Bien entendu, le profil linguistique des marchés cibles influence la réponse à la question « que produire » en combinaison avec une autre information essentielle, à savoir le pouvoir d'achat ou la solvabilité de ces demandeurs potentiels. C'est à cette même question « que produire » que se rattache une question parfois perçue comme distincte, à savoir « *Comment communiquer avec l'extérieur ?* ». Cette dernière question est certes importante, car tout ce qui relève du marketing, de la vente et du service après vente exige, à des degrés divers, un travail de communication qui passe par la langue. Bien évidemment, la question de la langue de la *publicité* vient immédiatement à l'esprit, mais ce n'est pas la seule. Il se pose aussi, par exemple, la question de la langue dans l'étiquetage des produits, leur composition, les modes d'emploi et les notices de sécurité qui les accompagnent. Dans une optique théorique très générale, on peut dire que ce problème renvoie lui aussi à la *nature des biens et services* ainsi qu'à leur *quantité*, et qu'elle relève donc effectivement de la question « que produire ? ». Cela n'enlève rien au fait que dans une analyse de terrain, on serait amené à traiter à part les aspects qui concernent spécifiquement la communication externe, car il s'agit moins alors de la production proprement dite d'un bien ou service que des conditions qui entourent sa mise à la disposition des consommateurs ; et dans la mesure où la concurrence entre producteurs tend à homogénéiser la qualité des biens et services mis sur le marché, c'est souvent sur ces aspects *a priori* périphériques que se déplace la concurrence, avec des effets économiques majeurs.
- 2) *Comment produire ? La question des facteurs de production* : il s'agit ici de savoir comment combiner au mieux les différents facteurs de production afin de produire au moindre coût, compte tenu du « panier » d'outputs (nature et

quantité) qu'il est optimal de produire. Mais ces facteurs de production peuvent être marqués linguistiquement : il s'agit d'abord des attributs linguistiques des travailleurs, plus précisément de leur *répertoire linguistique* dont font partie – en simplifiant – leur langue maternelle et les autres langues qu'ils savent à des niveaux divers. Cependant, il faut aussi tenir compte du profil linguistique des fournisseurs de matières premières, biens d'équipement, biens semi-finis et services divers aux entreprises : s'il importe à l'entreprise de se fournir en tout temps aux meilleures conditions, il lui faudra tenir compte de dimensions linguistiques autres que la langue des employés et des travailleurs et peut-être savoir la langue des fournisseurs.

- 3) *Comment communiquer à l'interne ? La question de la fonction de production* : il s'agit ici des dimensions linguistiques de la fonction de production elle-même. La fonction de production, qui met en relation formelle un vecteur d'inputs x avec un vecteur d'outputs y est foncièrement une relation technique écrite $y=f(x)$. À nouveau, elle est en général « a-linguistique », également dans le sens que la forme algébrique f ne tient pas compte de la langue ou des langues qui interviennent dans la « boîte noire » de la production, donc dans la façon dont les inputs (y compris le travail) sont combinés pour donner naissance à un output. Or bien évidemment, la question se pose à toute entreprise : dès que le personnel n'est pas linguistiquement homogène (ou, en allant plus loin encore, dès qu'elle doit, ne serait-ce que pour des raisons « externes » évoquées dans les points 1 et 2 ci-dessus, employer plus d'une langue), des choix devront être faits. En effet, elle peut décider de recourir à des services de traduction et d'interprétation à l'interne, ou tenter d'imposer une langue unique, ou encourager le bilinguisme de ses employés, ou opter pour une « politique linguistique interne » différenciée qui recourt à toutes ces stratégies et les dose différemment pour différents contextes d'utilisation.

Comme on le voit, les liens entre langue et production sont riches et complexes. Constaté cette complexité n'est qu'un point de départ, et il faut aller plus loin, ce qui comporte certaines exigences méthodologiques. Par exemple, la simple constatation d'un fréquent *code-switching* dans l'interaction orale au sein d'une équipe professionnelle multilingue ne suffit pas à établir que la pratique du multilinguisme est économiquement avantageuse. Il se pourrait en effet qu'un effort accru d'enseignement et d'apprentissage d'une langue commune (anglais ou espéranto, par exemple, garantisse en fin de compte la communication la plus *efficente* — compte tenu simultanément des coûts et des bénéfices des alternatives en présence. Mais pour pouvoir se prononcer sur ce point, que ce soit dans un sens ou dans l'autre, il est indispensable de s'appuyer sur un *contre-fait* (en anglais : *counterfactual*). Face à la complexité des liens esquissés sous 1, 2 et 3 ci-dessus, à l'impératif méthodologique du *contre-fait*, et au simple fait que ces relations ont été à peine étudiées jusqu'à présent, il est indispensable, dans une première étape de la recherche, de prendre une certaine distance par rapport au foisonnement du réel et de réfléchir à l'aide d'un modèle abstrait, dans lequel on mettra de côté certaines relations afin de pouvoir braquer le projecteur sur d'autres, en particulier celles que

l'on estime présenter une importance particulière (ici, *d'un point de vue économique*).

Le projet « Langues étrangères dans l'activité professionnelle » (LEAP)⁷ est pour l'essentiel consacré à cette première étape d'analyse, dans laquelle on « revisite » la théorie fondamentale de la firme en y injectant des variables linguistiques qui en sont d'habitude absentes. Cependant, il s'agissait en même temps d'éviter se noyer dans la complexité de l'objet ou de se perdre dans des évidences. Ainsi, on sait bien, comme on l'a vu plus haut, que les langues contribuent à définir la nature des *services*. La prise en compte des services risquerait de *surdéterminer* les résultats et de brouiller les résultats analytiques. Par conséquent, certaines parties de l'étude excluent délibérément les services, et se focalisent sur les *biens*, qui *a priori* n'ont pas de dimension linguistique intrinsèque (les résines industrielles, par exemple). Cela permet de voir comment se comporte la théorie de la firme, à commencer par la fonction de production, quand on incorpore la langue sans cette « surdétermination par le produit ». Dès lors, la question de la langue tient à trois choses : (i) la communication externe ; (ii) la fonction de production, notamment pour les aspects de cette fonction qui sont liées aux pratiques linguistiques de communication interne ; et (iii) les langues associées à l'engagement des facteurs de production.

C'est de ce dernier aspect qu'il sera question ici, et l'on admettra donc que, contrairement à la théorie fondamentale qui prend en compte, d'une part, un travail linguistiquement indifférencié et, d'autre part, un ensemble d'inputs souvent assimilés à du « capital » (matières premières, biens d'équipement, produits semi-finis) également indifférenciés linguistiquement, tous ces facteurs peuvent se décliner en deux langues : la langue localement dominante *R* et une langue étrangère *S*. Pour la modélisation algébrique, l'analyse à deux langues est déjà suffisamment complexe. À ce stade, l'examen (dans la logique des langues associées aux facteurs de production) peut s'orienter dans deux directions différentes : une perspective microéconomique et une perspective macroéconomique.

La première découle directement des considérations qui précèdent : on résout le système d'équations, « augmenté » des variables linguistiques, afin de calculer, entre autres résultats, les inputs optimaux des différents facteurs marqués linguistiquement ; puis on analyse les fonctions ainsi obtenues pour estimer de combien varieront ces valeurs optimales suite à des chocs exogènes de toute nature. Par exemple, on pourra ainsi prédire dans quel sens (et dans quels ordres de grandeur) la quantité de main-d'œuvre employée bilingue et unilingue variera suite, par exemple, à une baisse du salaire moyen de la main-d'œuvre unilingue, ou à une hausse du salaire moyen de la main-d'œuvre bilingue, ou à une hausse du prix des biens vendus « dans » la langue étrangère *S* — c'est-à-dire sur les marchés où domine cette langue, qu'il s'agisse de la langue de l'acheteur ou d'une langue

⁷ Financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le cadre du programme national de recherche n° 56 *Diversité des langues et compétences linguistiques en Suisse* ; voir http://www.snf.ch/F/rechercheorientee/pnr/encours/Pages/_xc_nfp56.aspx.

largement employée dans le commerce international. Cet ensemble de résultats prend la forme de ce qu'on appelle, en économie, des « élasticités », c'est-à-dire des mesures de la sensibilité d'une variable dépendante aux variations d'une variable indépendante. Leur obtention et leur interprétation exige cependant le passage par des considérations relativement techniques qui dépasseraient le cadre de ce texte, et nous renvoyons le lecteur intéressé aux explications détaillées figurant dans le rapport précité (en particulier les sections 3.1, 3.2 et 4.4 du rapport *LEAP* ; voir note n° 4).

En revanche, la seconde perspective, qui se place sur le plan macroéconomique, se prête plus facilement à la présentation de quelques résultats aisément accessibles ; c'est à ceux-ci qu'est consacrée la section 4 de ce texte.

4. La contribution du multilinguisme au PIB

Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, nous mettons ici l'accent sur le rôle du multilinguisme en tant que facteur de production. Si on le fait sur le plan microéconomique, il faudrait, comme on l'a dit ci-dessus, « revisiter » la théorie fondamentale de la production en y « injectant » des variables linguistiques, puis résoudre le modèle algébrique qui en découle avant de procéder à l'examen de statique comparative. Si on le fait sur le plan macroéconomique, on aborde la valeur ajoutée de façon moins fine, mais plus directe.

Partons donc des acquis du champ de spécialité qu'on appelle « la comptabilité nationale » — qui sert, entre autres, à évaluer le *produit intérieur brut* ou PIB d'un pays. Rappelons ensuite que par définition, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées : il s'agit d'une mesure de la *création de valeur* dans une économie donnée pour une période donnée, en général annuelle. Cette valeur ajoutée peut être abordée de différentes façons. Une façon possible, adoptée ici, c'est de la considérer comme une fonction des facteurs de production engagés. Par exemple, la valeur ajoutée totale dépendra du stock de capital installé, de la quantité d'heures travaillées, du niveau de formation (donc de *capital humain*) associé à ce travail, etc. Si l'on dispose de données chiffrées sur le montant des différents facteurs ainsi engagés dans la production, ainsi que sur le niveau de la production elle-même, on peut estimer statistiquement la contribution de chacun de ces facteurs à la création de valeur. Et si l'on dispose en particulier d'informations sur le niveau des compétences linguistiques des travailleurs, on peut mettre ce facteur en évidence, non seulement en termes théoriques, mais aussi en termes empiriques, et calculer la contribution du plurilinguisme au PIB.⁸

⁸ Le principe de la décomposition du PIB est généralisable, et « l'axe » de décomposition du PIB peut être celui des différentes branches d'activité économique : c'est cela qui permet, par exemple, de dire que dans l'économie du pays X, le tourisme tient une part de 14%, et l'agriculture une part de 5%.

Dans le cas de la Suisse, nous disposons de données d'enquête représentatives, à peu près uniques en Europe, sur la nature et le niveau des compétences linguistiques de la population, associées à des informations sur le secteur économique dans lequel travaillent les participants à l'enquête. On peut alors, en combinant ces données avec des chiffres récoltés de manière standard par les offices de statistique, estimer la valeur ajoutée de chaque branche économique en résultat non seulement du capital et du travail qui y sont engagés, mais aussi du portefeuille de compétences de la main-d'œuvre dans chaque branche — y compris, ce qui est indispensable, les compétences en langues étrangères. Il suffit en suite de traiter conjointement les différentes branches de l'économie pour obtenir une estimation globale de la contribution du plurilinguisme au PIB.

Les difficultés techniques que cela soulève ne sont pas négligeables, car il se pose la question du choix de la forme fonctionnelle qui met en rapport les différents facteurs de production (les inputs) avec la valeur ajoutée. Afin de minimiser ces difficultés, et en attendant les avancées théoriques qui permettront d'affiner le choix de la forme fonctionnelle, il est plus prudent de procéder en deux temps. On calcule d'abord la valeur ajoutée associée à une *partie* du plurilinguisme ou des compétences linguistiques disponibles dans l'économie (par exemple : 20% du volume total de ces compétences « plurilingues », c'est-à-dire de la fréquence de la maîtrise d'une deuxième, troisième, voire quatrième langue), puis on multiplie (dans ce cas : par 5) le chiffre obtenu afin d'obtenir une estimation de la valeur totale. Cela permet de dire que si, du jour au lendemain, tous les bilingues de l'économie suisse étaient frappés d'une mystérieuse *amnésie linguistique* leur faisant oublier toutes leurs langues, *sauf* leur langue maternelle (qu'ils continueraient à maîtriser aussi bien qu'avant), cela entraînerait une chute du PIB suisse de l'ordre de CHF 50md, soit environ € 33.5md au taux de change du 31 décembre 2008. C'est là un montant considérable pour un pays de 7 millions d'habitants, puisqu'il correspond à quelque € 4.800 par habitant. Projeté à l'échelle de la population de l'Union Européenne, cela reviendrait à quelque € 2.400md pour l'Union des 27, avec ses presque 500 millions d'habitants ; alternativement, on pourrait se demander combien pèsent 10% du PIB européen : cela représenterait 1,306 trillions d'euros (€ 1.306md) — mais ce sont là des chiffres sur lesquels nous reviendrons dans notre conclusion.

Cette estimation de 10% du PIB suisse — ou, ce qui revient au même : attribuer 10% de la création de valeur économique au plurilinguisme — est, on l'a dit, un ordre de grandeur sur l'ensemble d'une économie nationale. Bien entendu, la dispersion d'un secteur à l'autre est très forte : dans des secteurs comme la chimie et les transports, ce sont quelque 16% de la création de valeur qui s'évaporerait si les multilingues étaient subitement frappés d'« amnésie linguistique » ; dans la finance ou la construction, la perte serait de l'ordre de 12% ; c'est dans l'administration publique et le commerce (qui est souvent du commerce de détail, donc de proximité) que les pertes dues à cette « amnésie linguistique » seraient les moins fortes, puisqu'elles s'échelonnent entre 2,8% et 3,5%.

Bien entendu, ces résultats pourraient se prêter à davantage de commentaires, notamment à une mise en rapport avec d'autres chiffres issus du même projet LEAP, qui concernent par exemple le niveau moyen des compétences linguistiques observé dans différentes divisions d'une entreprise (direction générale, marketing, achats, logistique). Cependant, nous renvoyons pour ces détails le lecteur intéressé au rapport mentionné plus haut, et en conclusion, nous tenterons plutôt d'expliquer en quoi les résultats présentés ici se distinguent de divers résultats provenant d'autres travaux sur le multilinguisme dans l'économie.

5. Conclusion : la portée des résultats

Il faut souligner que les chiffres rapportés dans la section précédente constituent une première mondiale. En effet, de telles estimations n'ont, à ma connaissance, jamais été effectuées pour quelque économie nationale que ce soit, ni pour un ensemble de pays. Il est toutefois nécessaire de s'arrêter quelques instants sur ce point, afin de bien montrer en quoi ces chiffres sont uniques.

La Commission européenne fait grand cas d'une enquête nommée « ELAN », réalisée sous l'égide du *National Centre for Language* britannique, plus connu sous son acronyme de CILT, et publiée en décembre 2006. Pour plusieurs raisons, les résultats de l'étude ELAN semblent devoir être pris avec prudence. Trois problèmes sont en effet à souligner :

- 1) Premièrement, la fiabilité des données peut sembler problématique, et l'annexe technique du rapport ELAN laisse en suspens d'importantes questions concernant les taux de réponse et la représentativité de l'échantillon, composés de petites et moyennes entreprises dans les différents pays d'Europe. En effet, cette annexe indique, sous le titre « Response rate per country » (Fig. 1, p. 64) un taux maximum de 5,5% (pour l'Espagne) et minimum de 0,4% (pour les Pays-Bas). On pourrait donc penser qu'il s'agit bien là des *taux de réponse* — comme le donne à croire la légende fournie — et il s'agirait alors de taux de réponse bien modestes. Cependant, les auteurs de l'étude indiquent (dans une communication personnelle) qu'il s'agit là, en fait, des parts de l'échantillon total provenant des différents pays (c'est-à-dire que 5,5% de l'échantillon européen total proviennent d'Espagne), et que le taux de réponse, par rapport au nombre d'entreprises sollicitées, est nettement supérieur. Mais alors, le lecteur curieux s'apercevra que les 109 entreprises espagnoles ayant pris part à l'enquête, si elles représentent 38% des 287 entreprises sollicitées en Espagne, ne représentent qu'environ 0,0001% des PME espagnoles ; en d'autres termes, le *taux de couverture* de l'échantillon est très faible, ce qui soulève d'importants problèmes de représentativité, non seulement pour la partie espagnole de l'échantillon mais pour d'autres pays participants. Avec des taux de couverture aussi faible, les modalités d'échantillonnage et la structure de l'échantillon final revêtent une importance primordiale. Or les informations disponibles sur la technique d'échantillonnage utilisée pour l'enquête ELAN indiquent que l'on ne dispose

pas de garanties de représentativité dans l'échantillon *final*, que ce soit en termes de branche économique, de structure de l'entreprise ou de correction du biais (sans doute majeur) d'auto-sélection.

- 2) Deuxièmement, l'étude ELAN met l'accent sur les industries exportatrices : l'hypothèse sous-jacente est que c'est pour l'exportation que les langues étrangères sont réellement importantes. C'est pourquoi les chercheurs ayant réalisé l'enquête ELAN ont demandé à leurs informants s'ils estimaient que leur entreprise avait perdu des contrats faute de compétences en langues étrangères — et si oui, quel était l'ordre de grandeur des pertes ainsi subies. Or même en admettant que les réponses fournies soient réalistes et non-biaisées, cette démarche est trompeuse pour en tout cas trois raisons : (i) une analyse plus fine, telle qu'on a pu l'effectuer dans le projet LEAP (*cf.* référence ci-dessus) montre que le plurilinguisme est au moins aussi important dans le secteur des achats que dans celui des ventes, de sorte que la focalisation sur les ventes risque de sous-estimer considérablement les effets en cause ; (ii) le plurilinguisme joue certainement un rôle non seulement pour le commerce dit « international », mais aussi sur le marché intérieur des pays plurilingues, qui sont nombreux dans l'Union européenne, surtout si l'on tient compte des langues dites « moins répandues » ; (iii) c'est oublier que si une entreprise du pays *PX*, s'adressant en langue *LX* à une entreprise du pays *PY* pour commander des biens d'équipement, n'obtient pas de réponse car personne dans l'entreprise ainsi sollicitée ne maîtrise la langue *LX*, il ne s'agit pas forcément d'une affaire *perdue* pour l'économie européenne. En effet, l'entreprise demandeuse se tournera vers un *autre fournisseur*, et dans la majorité des cas, l'affaire sera finalement conclue ! Au final, il n'y a sans doute pas de « pertes », contrairement à ce qu'affirme le rapport ELAN, mais avant tout *déplacement* de flux commerciaux — sauf dans le cas de clients potentiels qui se rabattent sur des fournisseurs *non-européens*.
- 3) Troisièmement, le total des pertes estimé par l'enquête ELAN, à la suite d'une succession d'extrapolations, reste passablement modeste, puisqu'il débouche sur un chiffre de € 108md par année ; rapporté à un PIB européen de l'ordre de 13.000 md (également pour 2006), cela correspond à 0,83% de ce PIB — autrement dit, un chiffre qui est bien sûr loin d'être négligeable dans l'absolu, mais qui n'impressionne pas beaucoup dans le débat politique.⁹

L'enquête ELAN n'est toutefois pas la seule étude portant sur la valeur des langues. En effet, de récents travaux espagnols, et plus récemment portugais, aboutissent à la conclusion que la langue « pèse » environ 15% du PIB dans le cas de l'Espagne et 17% du PIB dans le cas du Portugal. Ce sont là des résultats fort intéressants, issus

⁹ Or comme on l'a vu plus haut, l'extrapolation à la démographie de l'Union européenne des estimations financières obtenues pour la Suisse suggérerait plutôt, pour l'Europe, une perte annuelle comprise entre € 1.306md et € 2.400md, donc en tout cas 12 fois plus (mais sur la base d'une analyse fondamentale de la production, ciblée du rôle du multilinguisme dans la création de valeur).

d'une démarche originale dans laquelle on attribue à différentes branches économiques un « coefficient linguistique » indiquant l'importance relative de la langue dans l'activité productive. Cependant, il faut être attentif au détail suivant : il s'agit bien là de la part de *la langue*, ou de la *communication* — mais pas de la part des langues *étrangères* ou du *multilinguisme*. Autrement dit, les travaux espagnols et portugais, au demeurant passionnants, portent sur une toute autre question : il s'agit moins d'économie *des langues* que d'économie *de la communication* — même si cette dernière est une communication *linguistique*.

À l'heure actuelle, le chantier est loin d'être terminé : il reste encore de très nombreuses questions à explorer pour mieux cerner et évaluer la contribution du multilinguisme à la création de valeur au sens économique. Nous disposons cependant, grâce au projet LEAP (et, à ma connaissance, pour la première fois), d'une première série d'estimations qui nous donnent des ordres de grandeurs. Et ceux-ci nous confirment que le plurilinguisme contribue dans une mesure très importante à notre prospérité.

Éléments de bibliographie

- Behr, Irmtraud, Hentschel, Dieter, Kauffmann, Michel et Kern, Anja (dir.), 2007: *Langue, économie, entreprise. Le travail des mots*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Commission européenne, 2006: *ELAN: Effects on the European Economy of Shortages of Foreign Language Skills in Enterprise*. The National Centre for Languages (CILT), http://www.cilt.org.uk/research/projects/employment/elan_finalreport.pdf.
- Esperança, José Paulo, 2008: *An Eclectic Approach to Language Valuation : The Global Influence of the Portuguese Language*. Lisboa: Instituto Camões.
- Grin, François, 1999: *Compétences et récompenses. La valeur des langues en Suisse*. Fribourg: Éditions universitaires Fribourg.
- Grin, François, Sfreddo, Claudio et Vaillancourt, François, 2009: *Langues étrangères dans l'activité professionnelle (« LEAP »). Rapport scientifique final*, <http://www.unige.ch/eti/recherches/groupe/elf/recherche-activite/projets-en-cours/LEAP/LEAP-RF-7logos.pdf>.
- Grin, François, Sfreddo, Claudio et Vaillancourt, François, à paraître: *The Economics of the Multilingual Workplace*. Londres: Routledge.
- Heller, Monica, 2007: "Bilingualism as ideology and practice", in M. Heller (ed.), *Bilingualism: A Social Approach*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 1-22.
- Martin Municio, Ángel, 2003: *El valor económico de la lengua*. Madrid: Fundación Santander Central Hispano.